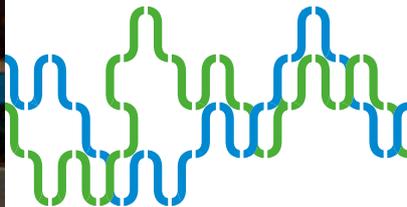


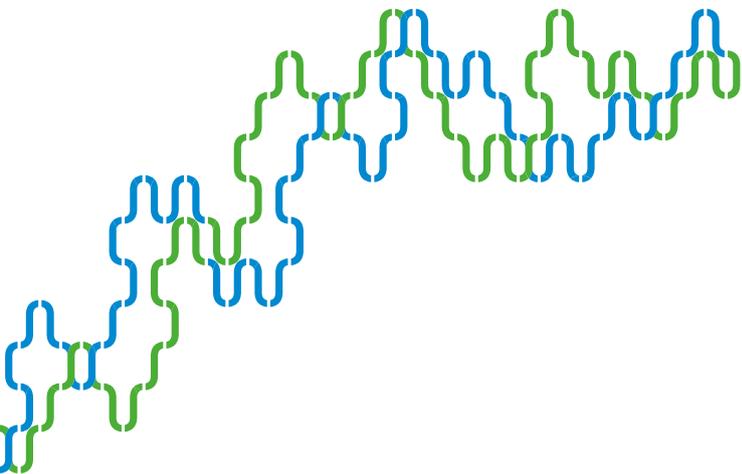


RAPPORT ANNUEL 2018



FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION

Mettons le monde en mouvement



Couverture: Un point de vente des jus de fruits produits par la nouvelle unité de transformation. Elle fait partie d'un projet soutenu par GeTM au Togo. © GeTM

Sommaire

- 3** Le mot du président
- 5** L'éditorial de la secrétaire générale
- 6** La FGC en bref
- 7** Les instances de la FGC en 2018
- 9** L'année 2018 à la FGC
 - 9 La formation des jeunes et l'Agenda 2030 à l'honneur
 - 10 La réalité virtuelle pour sensibiliser les jeunes à la coopération
 - 13 Une mission riche en découvertes à Madagascar
- 14** Partage des savoirs, les points forts 2018
 - 14 Une nouvelle commission pour le partage des savoirs
 - 15 Les associations contribuent au savoir collectif
- 17** Les partenariats en 2018
- 18** Les thèmes principaux des projets
- 20** Zoom sur quelques projets réalisés
- 23** Zoom sur quelques projets en cours
- 26** Les projets soutenus par pays
- 31** Les partenaires institutionnels financiers
- 32** Statistiques et graphiques
- 33** Les comptes 2018 de la FGC
- 36** Les associations membres de la FGC

La FGC, un partenariat pour une solidarité globale et locale



© L'Humen Photographie

Plus de cent projets de coopération au Sud sont actuellement financés et suivis par la FGC. À l'intention des lectrices et lecteurs de ce rapport annuel peu familiarisés avec les procédures mises en place, voici, en quelques mots, les principales étapes des projets conduits par nos associations membres. Premier point, les projets sont toujours le fruit d'une interaction avec le partenaire dans le Sud et reflètent les orientations de nos membres. Certains sont généralistes, d'autres spécialisés sur l'éducation, la santé, l'habitat ou encore la souveraineté alimentaire. Rappelons aussi que la FGC n'édicte aucune priorité thématique. Les projets s'inscrivent toutefois dans une autonomisation progressive : « La coopération n'est pas un simple transfert de fonds ou de

technicité à sens unique, mais un courant d'échanges de toutes natures entre partenaires qui doit favoriser partout une prise de responsabilités par les populations elles-mêmes », souligne la Déclaration de principes de la Fédération. Elle s'appuie sur les Droits économiques, sociaux et culturel des Nations Unies et se retrouve désormais dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD).

Une fois le projet déposé auprès de la FGC, son examen est jalonné par de nombreuses interactions avec notre secrétariat et nos commissions. Il débouche sur son acceptation, mais essuie aussi parfois un refus. Le financement est assuré par les collectivités publiques partenaires de la FGC, qui délèguent à cette dernière une partie de leurs engagements de solidari-

té internationale. Informer régulièrement la FGC sur l'avancement des projets est une obligation de l'association membre. Si le financement des projets de terrain représente la grande majorité des montants transitant par la FGC, ceux d'information, destinés à « informer et sensibiliser le public genevois aux enjeux du développement », selon la loi cantonale de subventionnement de la FGC, ou de partage des savoirs permettant d'approfondir des enjeux transversaux ont aussi toute leur importance. La FGC : une palette d'engagements de qualité, un partenariat indispensable pour une solidarité globale et locale !

René Longet, Président

L'équipe du secrétariat de la FGC (de gauche à droite):

Mélanie Rouquier, coordinatrice des projets d'information;

Michaela Büschi, coordinatrice du partage des savoirs;

Bruno Carvas, comptable;

Luisa Cruz Hefti, coordinatrice des projets de développement;

Florian Tissot, secrétaire exécutif;

Catherine Dubouloz Chantre, chargée de communication;

Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale

et Emilie Anderson Mottier, coordinatrice des projets de développement.

© David Wagnières



Sous le signe de l'innovation

En 2018, trois axes méritent d'être relevés : la poursuite du processus d'appropriation des Objectifs de développement durable (ODD), la volonté de dynamiser la relève et l'innovation dans la communication afin de toucher un plus large public. Définie comme axe de travail transversal dans le Programme 2017-2020, la réflexion entamée en 2017 autour des ODD s'est poursuivie, notamment par l'organisation d'une table ronde, à l'occasion de la 5^e Journée Genève solidaire sous le titre « 17 objectifs pour transformer le monde ». Cet événement a réuni un prestigieux panel et un public plus large que celui de notre cercle habituel. Stimuler la relève reste un thème majeur pour la FGC. Afin de susciter l'intérêt de la jeune génération, un artiste multimédia s'est vu confier la réalisation d'une instal-

lation de réalité virtuelle baptisée *360° sur le monde* qui permet de découvrir différents enjeux stimulant un engagement concret.

2018 aura également vu le lancement de l'émission *Espirit solidaire* diffusée mensuellement sur la télévision régionale Léman Bleu. Ce projet voit l'émergence d'un journalisme participatif novateur, dont nos associations sont les artisanes. L'émission est citée par Léman Bleu comme emblème des nouvelles formes de journalisme, basées sur l'utilisation d'images et d'expertise d'actrices et acteurs extérieurs qui alimentent une chaîne de TV. L'émission s'inscrit dans le « journalisme de solution » qui anime le monde des médias actuellement.

Fidèle à ses missions, la FGC demeure un espace dynamique au service de ses asso-

ciations membres et de leurs partenaires afin de répondre aux besoins des populations marginalisées au Sud. Avec son haut niveau d'exigences, elle a permis de soutenir de nombreux projets principalement en Afrique et en Amérique latine. Mais l'enjeu de notre époque est aussi de s'assurer que nos actions soient poursuivies par les générations futures, elles-mêmes en quête de sens et d'actions, comme en témoignent les milliers de jeunes manifestant régulièrement pour le climat. Consciente de ces enjeux, la FGC poursuit son travail en répondant aux besoins du monde d'aujourd'hui.

Catherine Schümperli Younossian,
Secrétaire générale



© David Wagnières

Un engagement professionnel et bénévole pour un monde solidaire

Depuis plus de 50 ans, la Fédération genevoise de coopération (FGC) œuvre avec ses associations membres et leurs partenaires de terrain pour améliorer l'accès des populations défavorisées du Sud aux droits économiques, sociaux et culturels, afin qu'elles puissent vivre dans la dignité. La Fédération a également pour mission d'informer et de sensibiliser le public genevois sur les questions de développement et les enjeux Nord-Sud. Elle mène aussi des projets de partage des savoirs et d'échange de bonnes pratiques. Son action s'inscrit dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

De nombreuses collectivités publiques genevoises, ainsi que la Confédération, lui confient une partie importante de leur engagement dans la coopération internationale et assurent son financement.

Depuis plus de 50 ans, la FGC est :

UNE ACTRICE INCONTOURNABLE
de la solidarité internationale à Genève ;

UNE FÉDÉRATION UNIQUE
composée d'une soixantaine d'associations engagées pour la coopération au développement et la sensibilisation ;

UNE INSTANCE RECONNUE
de sélection, d'appui et de suivi de projets ;

UNE PARTENAIRE DE CONFIANCE
pertinente, fiable et crédible ;

UN ESPACE D'ÉCHANGE
de partage des savoirs et d'expertise.

La FGC peut compter sur un secrétariat efficient (8,1 % de frais de fonctionnement), ainsi que sur 40 expert·e·s bénévoles, qui ont tenu plus de 60 séances en 2018. Le travail bénévole permet d'évaluer les projets techniques, d'information, de partage des savoirs, de vérifier les comptes et de définir les orientations stratégiques de la Fédération ; il est estimé à plus de 7000 heures par an, correspondant à l'engagement de quatre collaborateur·trice·s à plein temps. À cela s'ajoutent les milliers d'heures réalisées au niveau de nos associations membres. Grâce à ces efforts, les projets financés permettent d'améliorer les conditions de vie de plus de 325 000 personnes dans les pays du Sud et de sensibiliser aux enjeux de la coopération plus de 100 000 personnes à Genève (voir en p. 9, 10 et 17 les publics touchés par les activités d'information).

Le renouvellement se poursuit

INSTANCES BÉNÉVOLES

Conseil

René Longet *Président*

Serge Ghinet *Vice-président*

Catherine Bertone *(jusqu'au 6.6.2018)*

Christiane Bruttin

Jacqueline Cramer

Anne-Marie Cruz *(jusqu'au 30.09.2018)*

Ousmane Dianor

Sébastien Dutruel

Françoise Lieberherr *(jusqu'au 22.03.2018)*

Isabelle Milbert *(dès le 21.06.2018)*

Jean-Luc Pittet

Jean Rossiaud *(jusqu'au 22.03.2018)*

Dominique Rossier

Liliane Soler Gomez

Commission de contrôle financier des projets

Jacqueline Cramer
Représentante du Conseil

Serge Ghinet
Suppléant pour le Conseil

Ursula Forero
Représentante de la Commission technique (CT)

Evelyne Merlach
Suppléante pour la CT

Valérie Bouloudani
Représentante de la Commission de contrôle financier des comptes

Ismaël Nouind
Suppléant pour la Commission de contrôle financier des comptes

Un-e membre du secrétariat participe aux travaux de la commission avec voix consultative

Commission de contrôle financier des comptes

Valérie Bouloudani

Ismaël Nouind

Commission technique

Dominique Rossier *Co-présidente*

Liliana Soler *Co-présidente*

Cari Clemente *(dès le 22.11.2018)*

Annalisa Crivellari *(jusqu'au 22.03.2018)*

Esther Dross

Angélique Duruz

Mélanie Escobar Vaudan *(jusqu'au 22.03.2018)*

Ursula Forero

Magdalena Fuentes

Basile Gross *(dès le 22.03.2018)*

François-Xavier Kajabwami

Gnamien Béatrice Keller *(dès le 21.06.2018)*

Sarah Lachat

Evelyne Merlach

Pierre Louis Monteil

Richard Mukundji

Earl Noelte

Léa Oswald

Florian Reinhard

Simone Renner *(dès le 21.06.2018)*

Nathalie Ritter *(jusqu'au 22.03.2018)*

Anne Simon *(dès le 22.03.2018)*

Alexandra Van Lanschot *(jusqu'au 22.03.2018)*

Commission d'information

Christiane Bruttin *Présidente*

Gladys Corredo

Diego Gradis

Sara Kasme

Olaya Lavilla

Raffaele Morgantini *(dès le 22.11.2018)*

Martyna Olivet

Florian Tissot *(du 22.03.2018 au 30.09.2018)*

Alain Vergeylen

Daniel Wermus

PERSONNEL SALARIÉ

6,3 postes fixes en équivalents plein temps au 31.12.2018

Secrétariat

Catherine Schümperli Younossian

Secrétaire générale 90 %

Michel Berger

Secrétaire exécutif 80 % (jusqu'au 31.10.2018)

Florian Tissot,

Secrétaire exécutif 80 % (dès le 1.10.2018)

Bruno Carvas

Chargé de la comptabilité et de l'administration 80 %

Catherine Dubouloz Chantre

Chargée de communication 80 %

Emilie Anderson Mottier

Coordinatrice des projets développement 80 %

Luisa Cruz Hefti

Coordinatrice des projets développement 80 %

Anne-Marie Lopez-Riat

Coordinatrice des projets d'information 60 %

Michaela Büschi

Coordinatrice du partage des savoirs 80 %

Mélanie Rouquier (mandat)

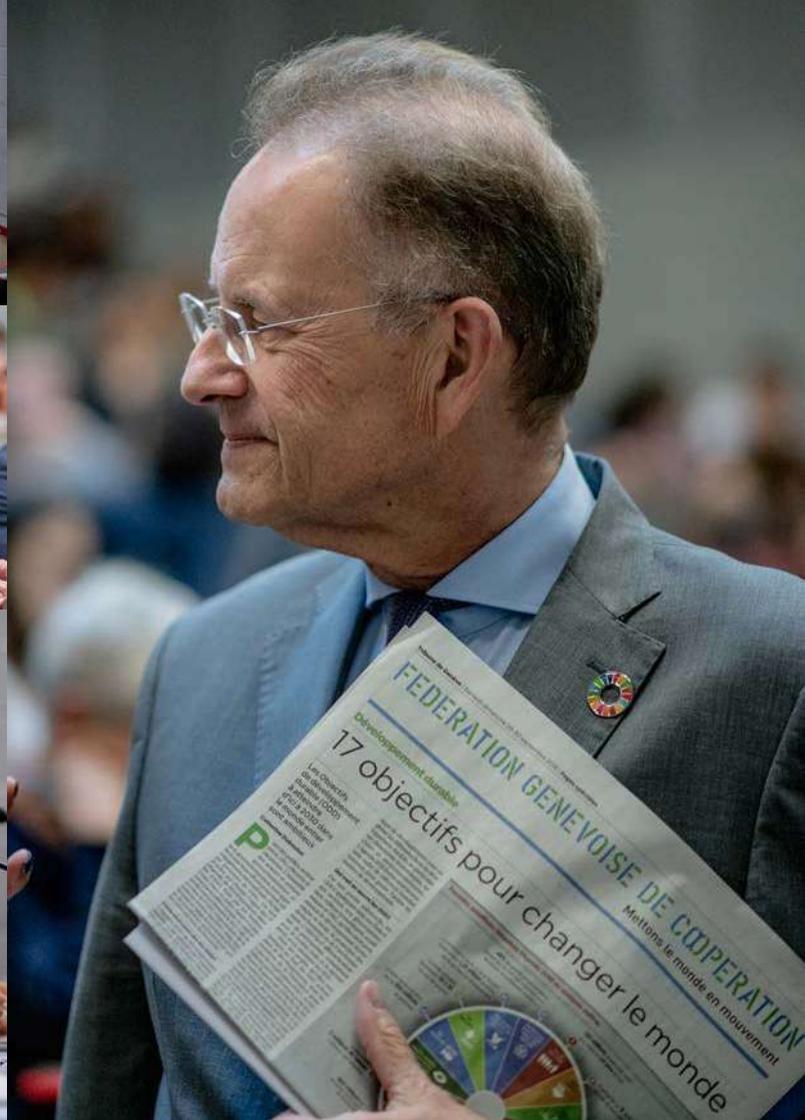
Cheffe du projet 360° 50 % (de avril à décembre 2018)

Merci à nos civilistes :

Stephan Casals et Noah Grisoni

Des participant-e-s à la table
ronde du 4 octobre :
Michael Møller, directeur
général de l'ONU à Genève
(à droite) et, par ordre
alphabétique, Maria Jesus
Alonso Lormand, directrice
du Service cantonal de la
solidarité internationale,
Michael Bergöö, directeur
chez Biovision, Yves Flückiger,
recteur de l'Université de
Genève, Thomas Gass, vice-
directeur de la DDC, Anne
Emery-Torracinta, vice-
présidente du Conseil d'Etat.

© DavidWagnières



La formation des jeunes et l'Agenda 2030 à l'honneur

L'année 2018 a été jalonnée de nombreuses activités d'information et de sensibilisation aux enjeux Nord-Sud, qui ont intéressé un large public. Deux tables rondes ont été organisées au printemps et en automne. La première, le 31 mai en partenariat avec la Haute École de travail social (HETS), a eu pour thème : « Formation et développement : un « plus » pour les jeunes ». Elle a montré comment la coopération se met au service des jeunes, par des projets de soutien à la formation professionnelle dans les pays du Sud et par l'éducation au développement à Genève. Point fort de l'année, le deuxième événement s'est tenu à Uni-Mail, le 4 octobre, pour la 5^e Journée Genève solidaire. Organisé avec l'Université de Genève, le SDG Lab de l'ONU et la fondation Biovision, il était placé sous cette invite : « 17 objectifs

pour transformer le monde ». Plus de 250 personnes sont venues écouter de passionnants orateurs et oratrices, tous et toutes engagés pour mettre en œuvre le nouveau cadre de référence dans lequel s'inscrit désormais la solidarité internationale, celui de l'Agenda 2030. Le cinquième dossier thématique *Réflexions et Débats* a été publié à cette occasion. Les deux manifestations ont été précédées par la parution de deux pages spéciales dans la *Tribune de Genève*, quotidien qui compte 105 000 lectrices et lecteurs en moyenne par édition.

Rencontre des voyages solidaires

La FGC a participé aux Rencontres des voyages solidaires, organisées par la Délégation Genève Ville Solidaire, les 28 et 29 septembre. Catherine Schümperli, secré-



taire générale de FGC, s'est exprimée au cours de l'un des débats. La FGC a tenu un stand, tout comme à Alternatiba, Festival des initiatives locales pour le climat, ainsi que lors de ses propres tables rondes.

Enfin, la FGC s'est associée aux 20 ans du Festival Filmar en Amérique Latine. Depuis ses débuts comme ciné-club de l'Institut universitaire d'études du développement, Filmar est soutenu par la FGC à travers l'association Cinéma des Trois Mondes. La secrétaire générale et le président de la FGC ont pris la parole respectivement lors des cérémonies d'ouverture et de clôture. Le Prix du public remis de concert avec Helvetas a distingué le film cubain *Un tractor*. Le festival a rencontré un franc succès auprès du public qui a pu visionner l'un ou plusieurs des 90 films projetés.

La réalité virtuelle pour sensibiliser les jeunes à la coopération

Événement marquant de l'année 2018 : l'inauguration de l'installation de réalité virtuelle *360° sur le monde*. Développée en collaboration avec le concepteur multimedia Vincent de Vevey, l'installation permet de s'immerger dans des projets de développement, de présenter des actions de coopération et d'inciter les spectateurs à s'engager pour contribuer à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD). *360° sur le monde* est conçue en priorité pour les jeunes de 15 à 25 ans, afin de les sensibiliser à la coopération au développement et leur offrir des moyens d'action en faveur d'un monde plus équitable et d'un développement durable. Elle a été inaugurée à Palexpo, les lundi

29 et mardi 30 octobre, lors de la manifestation Step into Action, destinée aux classes des écoles secondaires genevoises. Puis elle a tourné à la Grande Soirée du *Courrier*, samedi 17 novembre, à la Salle communale de Plainpalais, ainsi qu'à la Cité des métiers à Palexpo, du 20 au 22 novembre, autre manifestation destinée aux élèves du canton. Plus de 240 personnes ont déjà pu profiter de l'expérience lors de ces différents événements.

Trois premières vidéos

La Marche de l'espoir et le travail de Terre des Hommes Suisse en faveur des droits des enfants ; la promotion du commerce équitable dans les Magasins du Monde ; les

activités théâtrales avec des enfants à Kinshasa, soutenues par l'Assotic (Association de soutien au Théâtre des Intrigants) : trois premières vidéos sont actuellement disponibles. Elles se regardent à l'aide d'un casque de réalité virtuelle, assis-e sur un tabouret tournant.

La spectatrice ou le spectateur sont isolés du bruit ambiant grâce à un paravent dont la paroi extérieure présente des éléments d'information sur la FGC, les projets qu'elle soutient, les ODD. De nouvelles capsules, réalisées notamment en Afrique et en Amérique latine, seront développées en 2019. Un groupe de jeunes bénévoles sera chargé d'animer l'installation dans les manifestations où elle sera présentée.



L'installation de réalité virtuelle 360° sur le monde a été inaugurée à Step into Action. © FSC

Surveiller l'environnement en Amazonie

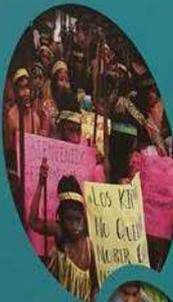
PROJET SUR LE TERRAIN

Des représentants de des peuples autochtones ont été formés à pour contrôler l'impact sur l'environnement des installations pétrolières, dans une région de l'Amazonie péruvienne.

PROJET

Basée à de surveillance, un volontaire acheminé des bases de données au moment de documenter l'impact de déforestation des cultures, les informations sont diffusées, notamment sur les réseaux sociaux, pour sensibiliser l'opinion publique et faire pression sur les autorités.

Un réseau associatif permet de offrir des observations et d'élaborer le montage des terres et des infrastructures. Le système peut améliorer les actions de plusieurs des organisations impliquées.



PROJET SUR LE TERRAIN

Accéder à une éducation de qualité

PROJET

Au Bénin, tous les enfants n'ont pas encore accès à l'école. Le pays manque de salles de classe et de matériel pédagogique ; les enseignant-e-s ne sont pas suffisamment qualifié-e-s. Au nord du pays, un collège a été mis en place pour dispenser un enseignement secondaire de qualité, accessible à toutes et tous.

PROJET

La formation des professeur-e-s et l'achat de matériel ont permis de renforcer l'enseignement. Les investissements dans les infrastructures - salles de classe, laboratoire, équipement photovoltaïque - ont amélioré les conditions d'étude. Il s'agit maintenant de consolider la gestion administrative de l'établissement.



Des bénéficiaires des projets
d'ASED, AccEd et de Glocal
visités à Madagascar © FCC



Une mission riche en découvertes à Madagascar

La mission annuelle de suivi des projets de coopération s'est déroulée à Madagascar du 11 au 26 septembre 2018. La secrétaire générale, Catherine Schümperli, et Emilie Anderson Mottier, coordinatrice des projets de développement, y ont participé. L'objectif des voyages de terrain du secrétariat ? Disposer d'« une connaissance directe de la réalité des projets » et des conditions de leur mise en œuvre, une connaissance « bénéfique d'une part pour la qualité du suivi et pour contribuer à la formation continue pratique du personnel du Secrétariat », selon le règlement de ces missions. Les visites permettent d'observer les résultats obtenus à travers les activités financées par la FGC, puisque celle-ci est la garante de la bonne utilisation des fonds publics. Les projets de six associations membres

touchant des problématiques très variées ont été visités : gestion durable et communautaire des forêts (ADAP), soutien à l'amélioration de la scolarité et de l'éducation en milieu rural (AccEd), insertion professionnelle de jeunes en milieu rural par le renforcement d'un centre de formation agro-forestier (ASED, lire en p. 22), production d'hydroélectricité pour les petites entreprises et les ménages ruraux (CEAS-Genève), insertion professionnelle de jeunes adultes de quartiers défavorisés (Frères de nos Frères), soutien à des communes rurales défavorisées par des activités génératrices de revenus, la gestion rationnelle des ressources naturelles et l'adduction en eau potable (Glocal). La délégation de la FGC a rencontré les bénéficiaires direct-e-s des projets : jeunes en formation, mères de famille ou pêcheurs

déployant de nouvelles activités, villageois-se-s utilisateur-trice-s de fontaines.

Contexte difficile

Cette mission, intense et riche en découvertes, a été l'occasion de mieux comprendre le contexte difficile de Madagascar, ainsi que les problématiques auxquelles sont confrontés les associations et leurs partenaires dans un pays où l'indice de développement reste très faible. La grande majorité des projets fonctionnent très bien et améliorent les conditions de vie des bénéficiaires en leur offrant un réel espoir de mieux vivre. La délégation de la FGC a aussi été heureuse de constater l'énergie, la motivation et le dévouement des associations membres et de leurs partenaires aux projets qu'ils mènent.

Une nouvelle commission pour le partage des savoirs

Le Programme de partage des savoirs s'ancre au cœur de la FGC en 2018 avec la création d'une nouvelle Commission partage des savoirs dédiée à l'analyse des projets, ainsi qu'à impulser la réflexion stratégique et prospective. Sa création a été validée lors de l'Assemblée générale de juin 2018. La Commission remplacera les deux groupes de travail soutenant le programme.

En 2018, différentes activités d'échange et de formation ont attiré un nombre important de participant-e-s issu-e-s des associations et des membres du réseau de la FGC. En primeur, deux soirées organisées avec la fondation Biovision pour discuter des stratégies d'intervention et des projets en lien avec les Objectifs de développement

durable (ODD), au Nord comme au Sud. Les résultats de ces ateliers ont permis de préciser les questions débattues lors de la table ronde sur les ODD du 4 octobre 2018. Les rendez-vous mensuels des cafés-débats continuent d'attirer leur public. En 2018, deux d'entre eux ont fait salle comble : celui sur les expert-e-s en genre dans les projets de développement qui a marqué la sortie de la publication *Réflexions et Débats* intitulée « Genre et coopération : un duo gagnant » ; celui sur le *crowdfunding* comme outil pour la recherche de fonds. La FGC a également organisé des espaces de formation sur les outils de gestion de projets. Un nouveau partenariat avec le centre Isango a permis de développer un programme de formation avec une offre ci-



Michaela Büschi, coordinatrice du partage des savoirs, et Christine Verschuur, de l'IHEID, lors du Café-débat sur les expert-e-s dans le domaine du genre. © FGC

blée sur les besoins des acteurs et actrices de la coopération au développement pour 2019. Une collaboration a débuté avec la Chambre genevoise de l'économie sociale et solidaire APRES-GE autour d'ateliers sur la communication.

Les activités du Programme de partage des savoirs visent à favoriser les échanges et les apprentissages pour renforcer les compétences des associations et améliorer la qualité des projets. Elles sont menées en collaboration avec des partenaires des milieux associatifs, académiques ou institutionnels, ainsi qu'avec le FEDERESO.

Les associations contribuent au savoir collectif

La capitalisation est une activité qui permet de mettre en valeur le travail et le savoir-faire des ONG. Les associations membres s'y engagent lorsqu'elles souhaitent documenter leurs expériences de terrain et leurs bonnes pratiques en vue de les partager avec d'autres. Il n'existe pas une seule façon de capitaliser : chaque démarche est adaptée au contexte et aux objectifs de l'organisation. À travers le partage des savoirs, la FGC soutient des projets qui permettent aux associations de contribuer au savoir collectif.

L'accent est mis sur les projets qui favorisent la visibilité, la restitution et le partage. En 2018, sept projets étaient en cours (quatre projets d'« études et bilans » et trois projets d'« échanges et apprentissage »).

Nouvelle publication

Point fort en 2018 : la sortie de la publication d'AccEd (Association pour l'accès à l'éducation et à la formation). Elle contient les enseignements de sa démarche de capitalisation réalisée avec ses partenaires locaux dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle. L'ONG partage son expérience qui repose sur une approche dite « intégrée » : celle-ci considère que l'accès à l'éducation se réalise avec l'appui aux systèmes familiaux, une légitimité locale et un accompagnement par un volet économique.

À souligner également le travail de la Plateforme souveraineté alimentaire (PSA). Elle rassemble treize associations membres de la FGC qui poursuivent une



AccEd : 20 ans d'expériences pour un partenariat solidaire

76 pages

Commandes auprès de info@acc-ed.ch

démarche de capitalisation et de partage d'expériences sur les enjeux liés à l'agriculture et à l'alimentation dans les projets de coopération au Sud. En Suisse, la PSA a contribué à l'exposition itinérante « Agir aujourd'hui pour mieux manger demain » (lire en p. 25).

Nouvelles collaborations avec Léman Bleu et la HETS

En 2018, la FGC a conclu deux nouveaux partenariats lui permettant de renforcer son assise dans la société genevoise et de consolider les échanges avec des spécialistes de la coopération au développement. Le premier a été noué avec la Haute École de travail social de Genève (HETS). Il a permis d'organiser la table ronde de printemps, ainsi que de participer aux *Grandes Marches*. Cette installation conçue pour les 100 ans de la HETS met en avant des acteurs et actrices de la lutte contre les inégalités et pour les droits humains. Cent silhouettes grandeur nature portent un slogan tel que : « Éduquer à la solidarité, ici et là-bas, pour les droits de l'enfant et une Terre durable », « Le chômage des jeunes constitue une véritable bombe à retardement ! », « Les jeunes sont les leaders d'aujourd'hui et non de demain ».

Onze associations membres de la FGC ont proposé 19 silhouettes. Les *Grandes Marches* ont été installées le 8 octobre sur la Place des Nations, les 12 et 13 octobre sur le site de la HETS et à la salle communale de Plainpalais, ainsi que le dimanche 14 octobre dans le cadre de la Marche de l'espoir de Terre des Hommes Suisse.

Le second partenariat a été conclu avec la chaîne de télévision régionale Léman Bleu pour la coproduction de l'émission mensuelle *Esprit solidaire*. Elle est diffusée depuis le mois de septembre tous les lundis à 20h30, avec de nombreuses rediffusions. Quatre émissions ont été produites en 2018. Elles ont traité de la promotion des droits des peuples autochtones au Nicaragua (Traditions pour Demain), de la raison d'être et des activités de la FGC, de la prévention de la violence envers les

femmes en Ouganda (Omoana), de la Plateforme Souveraineté alimentaire de la FGC. À l'antenne, sur le site de Léman Bleu ou sa page Facebook, 87 494 personnes ont vu l'une ou l'autre des émissions. Les images de terrain sont ramenées par les associations formées préalablement au tournage par *smartphone*.

Enfin, la Direction de la coopération et du Développement (DDC) a offert une plateforme au FEDERESO, le réseau de la Suisse latine pour la coopération au développement, en organisant un colloque consacré aux fédérations cantonales, le 31 octobre à Berne, sous le titre « Fédérer, innover, mobiliser pour l'Agenda 2030 ». Une septantaine de personnes issues des ONG de développement alémaniques et romandes, ainsi que de l'administration se sont familiarisées avec ce modèle fédérateur.



En route vers l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés en 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ils forment désormais le cadre de référence mondial dans lequel s'inscrit la solidarité internationale et le travail de la FGC, tel qu'il est défini dans son *Programme 2017-2020*. La Fédération comme ses associations membres sont mobilisées pour tenir l'engagement central de l'Agenda 2030 de ne « Laisser personne de côté », matérialisé en particulier par l'ODD 1 consistant à éliminer l'extrême pauvreté, ainsi que l'ODD 5 consacré à l'égalité des genres.

Correspondance avec les ODD

Comme en 2017, les thèmes plus spécifiques aux projets soutenus par l'intermé-

diaire de la FGC ont été répartis selon leurs correspondances avec les ODD. Les objectifs représentés ci-contre se rapportent au thème principal des projets, ceux-ci touchant souvent plusieurs ODD.

Nouvelle classification

Les ODD 2 (faim « zéro »), 3 (santé et bien-être), 4 (assurer l'accès de tous et toutes à une éducation de qualité), 8 (travail décent, croissance économique partagée et durable), 15 (vie terrestre), 16 (paix, justice et institutions efficaces) et 17 (partenariats) remplacent les sept anciennes thématiques : développement rural, santé, éducation et formation, emploi et développement urbain, environnement, sensibilisation et information, renforcement de la société civile et culture.

En 2018, les projets soutenus par l'intermédiaire de la FGC visent en majorité à assurer la sécurité alimentaire des populations vulnérables, promouvoir l'agriculture durable et à assurer l'accès de toutes et tous à l'éducation et à la formation. La moitié du volume financier des projets soutenus par la FGC se rapporte en effet aux ODD 2 (faim « zéro ») et 4 (éducation). Ils sont suivis par l'ODD 17 (renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable) et 3 (santé et bien-être).

Dans le graphique ci-contre, la culture est répartie entre les ODD 4 (éducation) et 17 (partenariats), les projets d'information et de sensibilisation sont, de leur côté, compris dans l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).

Thèmes des projets et des plans d'action selon les ODD



ODD 2
Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable



ODD 3
Permettre à tou-te-s de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



ODD 4
Assurer l'accès de tou-te-s à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie



ODD 8
Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous



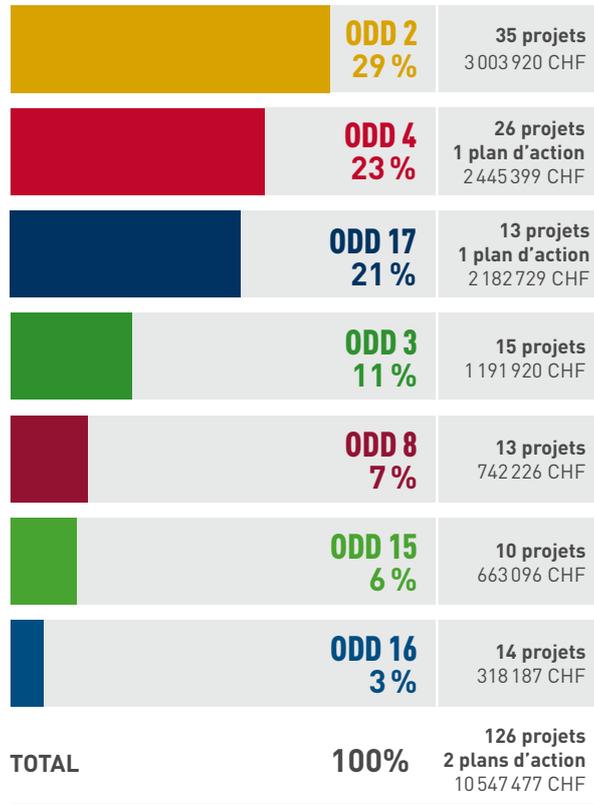
ODD 15
Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres



ODD 16
Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable



ODD 17
Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser





« Dirty Diesel », une campagne à succès

Public Eye

« Dirty Diesel ». Sous ce titre choc, la campagne menée par Public Eye a mis en lumière le rôle de négociants suisses dans la distribution de produits pétroliers toxiques sur le marché africain. La campagne a permis d'informer la population suisse, les médias et les autorités sur les pratiques de sociétés qui s'appuient sur les faibles réglementations environnementales en Afrique pour écouler des carburants (essence, diesel) polluants et nocifs pour la santé, en raison notamment de leur forte teneur en soufre.

Fort impact

De multiples canaux ont été utilisés pour diffuser l'information : un numéro spécial du magazine de Public Eye, une pétition munie de près de 20 000 signatures remise à l'un des négociants suisses, la publication d'un rapport d'enquête de 164 pages

en anglais. Les échos médiatiques ont été conséquents. En six mois, 327 articles et sujets ont parus ou été diffusés dans les médias suisses et internationaux, avec notamment une émission de *Temps présent*, des articles dans *Le Monde* et le *Guardian*. Les vidéos de la campagne ont été visionnées plus de 235 000 fois. La campagne a eu des impacts politiques : en Afrique de l'Ouest, cinq pays, dont le Ghana, ont annoncé leur volonté d'imposer des normes plus exigeantes pour les carburants.

La campagne contribue à réaliser plusieurs cibles des ODD, comme réduire le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses ou garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes.



Produire du jus pour améliorer les revenus des agriculteur-trice-s

GeTM (Genève Tiers-Monde)

EN PARTENARIAT AVEC LE
GROUPE DE RECHERCHE
ACTION POUR LE
DÉVELOPPEMENT SOCIO-
ÉCONOMIQUE (GRADSE)



Des mangues ou des ananas qui pourrissent dans les plantations, parfois même sur les marchés, alors que, dans la région centrale du Togo, la malnutrition touche une partie de la population, dans les zones urbaines notamment. Pour contrer cette situation, l'association Genève Tiers-Monde (GeTM) a soutenu un projet de production de jus de fruits destiné au marché local. Le but ? Produire des boissons saines à des prix abordables, tout en permettant aux agriculteurs et agricultrices de développer des activités sources de revenus.

Renforcer la production

GeTM s'implique depuis plusieurs années dans cette région, l'une des plus pauvres du pays. Les projets ont permis d'améliorer la production agricole, de légumes en

particulier (tomates, poivrons, piment ou gombos), de la diversifier et de valoriser des espèces qui ne font pas partie des cultures traditionnelles. Une usine de transformation de fruits a été mise en place : elle permet de produire des mangues et ananas séchés, essentiellement pour l'exportation. L'unité de production développée dans la nouvelle phase du projet permet l'extraction de jus de mangue, d'ananas ou de gingembre et son conditionnement en vue d'une commercialisation sur le marché local. Le projet touche 47 villages.

En parallèle, une campagne de sensibilisation a été menée pour expliquer les bienfaits de la consommation de jus pour la santé (apport en vitamines). Des actions de promotion en faveur de la consommation de produits locaux l'accompagnent.



Une ferme-école pour mener les jeunes vers l'emploi

ASED (Action de soutien à l'enfance démunie)

EN PARTENARIAT AVEC
L'ONG BEL-AVENIR



Le village de Mangily est situé dans une zone touristique du sud-ouest de Madagascar où les possibilités d'emploi restent rares. La population est très démunie, avec une jeunesse vulnérable : les jeunes filles déscolarisées sont en risque de prostitution et de grossesses précoces ; les jeunes hommes désœuvrés peuvent tomber dans la délinquance.

L'ONG Bel Avenir soutient ces jeunes dans le cadre d'un programme éducatif, de développement communautaire et d'activités génératrices de revenu. Elle dispose notamment d'un centre éducatif et d'un hôtel solidaire. Avec le soutien d'ASED, un centre de formation aux métiers de l'agriculture et de l'écotourisme, destiné aux 16-18 ans, a été mis en place entre 2014 et 2016. La deuxième phase du projet, de 2016 à 2018, a permis de renforcer le centre grâce à plu-

sieurs mesures : un allongement de la durée de formation à deux ans ; la diversification des productions du site, surtout en denrées agricoles transformées (conserves, légumes et fruits secs, confitures) qui intéressent particulièrement les apprenti-e-s et génèrent une forte valeur ajoutée lorsqu'elles sont vendues à l'hôtel solidaire ou aux touristes ; enfin, la mise en place d'une coopérative agricole, gérée par les jeunes en fin d'études.

La ferme-école offre une formation à la production maraîchère (tomates, aubergines, oignons, haricots, piments), animale (élevage de poules, pintades et lapins), sylvicole et à la plantation de moringas pour l'utilisation de leurs feuilles. Les jeunes suivent également des cours en apiculture, boulangerie, broderie et fabrication de sacs.



Soutenir les Yanomami, leur culture et leurs droits

MCI (Mouvement pour la coopération internationale)

EN PARTENARIAT
AVEC SECOYA



En Amazonie brésilienne, à la frontière avec le Venezuela, le territoire des Yanomami occupe une superficie de deux fois la Suisse. C'est le plus grand territoire indigène du pays, sur lequel vivent 26 000 personnes. Semi-nomades, les Yanomami vivent de la chasse, de la pêche, de cueillette et de l'agriculture. Les contacts de plus en plus fréquents avec la société brésilienne et vénézuélienne non-indigène mettent en danger leur culture et leur mode de vie, dans un contexte où les droits octroyés aux peuples autochtones par la constitution brésilienne de 1988 sont en danger.

Education bilingue

Le projet du MCI, développé avec Secoya, vise à doter le peuple yanomami d'outils pour mieux défendre ses droits et sa

culture. Le projet mise notamment sur le renforcement d'une éducation bilingue spécifique, qui valorise la culture traditionnelle et la langue yanomami.

Pour renforcer l'identité culturelle et la défense des droits des Yanomami, un autre volet du projet prévoit la formation d'« agent-e-s interculturel-le-s ». Professeur-e-s, soignant-e-s, défenseurs et défenseuses des droits des peuples indigènes ou leaders communautaires, ces personnes voient leurs compétences renforcées pour mieux interagir dans le monde complexe qui est le leur.

Le projet concerne 13 % de la population yanomami et pourrait être répliqué dans d'autres communautés. Il a donné lieu à une émission d'*Esprit solidaire* sur Léman Bleu qui peut être vue sur le site de la FGC ou de la télévision locale.



L'expression artistique au service des enfants démunis

Fondation Aide aux Enfants, Foyers Bambi Colombie

EN PARTENARIAT AVEC
LA FUNDACIÓN AYUDA A LA
INFANCIA HOGARES BAMBI

Malgré les accords de paix, 52 ans de guerre civile ont laissé de profondes traces en Colombie. Parmi les millions de déplacé·e·s venus vivre dans les bidonvilles se trouvent de nombreuses mères célibataires et leurs jeunes enfants. Pour travailler, elles sont contraintes de les laisser seul·e·s ou sous la garde des plus âgé·e·s. Sur les cinq millions d'enfants entre 0 et 6 ans que compte le pays, 34 % vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et 13 % souffrent de malnutrition. C'est pour accueillir ces jeunes enfants que la Fondation Aide aux Enfants et ses partenaires locaux ont mis en place des centres à Bogota, Medellin, Cali et Darien. Les foyers Bambi accueillent des enfants ayant vécu des situations telles que l'abandon, le travail infantile, la maltraitance ou la mendicité. Le projet Arte ren-

force le suivi psychologique, médical et nutritionnel qui leur est apporté en s'appuyant sur l'expression artistique. Il aide à renforcer leurs aptitudes cognitives, motrices et sociales.

Via des partenariats avec des ONG et des institutions culturelles, des ateliers de peinture, de dessin, de danse, de chant et de musique sont proposés. La lecture de contes et comptines, la participation et l'élaboration de spectacles de théâtre et de marionnettes font aussi partie du projet ; 380 enfants en bénéficient chaque année.

Parents également soutenus

Simultanément, 4000 parents, en majorité des mères, ont suivi une formation professionnelle, par exemple d'esthéticienne ou de gestion, permettant à la famille de vivre dignement.





« Agir aujourd'hui pour bien manger demain », une exposition itinérante

Uniterre

De la foire agricole bio de Moudon à la Semaine de goût et Alternatiba à Genève, l'exposition itinérante « Agir aujourd'hui pour bien manger demain » a tourné en Suisse romande de mai à octobre 2018. Accompagnée de conférences, d'animations pour les enfants et de dégustations de produits locaux, elle a rassemblé de nombreux visiteurs et visiteuses.

La souveraineté alimentaire, ce droit des populations à définir leur politique agricole et alimentaire, sans le faire au détriment d'une autre région, est encore mal connu. L'exposition s'est donc donnée pour but de l'expliquer. Vingt-six panneaux déclinent la souveraineté alimentaire et ses différentes facettes alimentaires, économiques, sociales, sanitaires et environnementales.

Les thèmes abordés sont axés sur les so-

lutions, ils présentent des exemples et des moyens d'action. Ils offrent systématiquement un regard sur la Suisse et un éclairage au Sud. Parmi eux : comment promouvoir une alimentation saine, comment garantir la biodiversité et atténuer les changements climatiques, comment sortir les paysan-ne-s de l'endettement, créer de nouveaux marchés de proximité, nouer des liens directs entre producteur-trice-s et consommateur-trice-s, s'accorder sur les prix équitables. L'exposition s'accompagne d'un riche catalogue.

Portée par Uniterre, l'exposition est un projet commun aux associations de la Plateforme souveraineté alimentaire de la FGC, alliées à une coalition d'ONG et d'organisations paysannes. Elle a été traduite en allemand et sa tournée se poursuit à travers la Suisse.



Tout savoir sur les projets avec « La FGC à livre ouvert »

Le rôle premier de la FGC est d'apprécier, d'accompagner et de financer les projets soumis par les associations membres dans le domaine de la coopération au développement, de l'information et de la capitalisation d'expérience. Sur le site de la FGC, l'outil interactif « La FGC à livre ouvert » permet d'accéder aux informations et données chiffrées sur l'ensemble des projets soutenus depuis 1995.

Au total, 112 projets de développement dans les pays du Sud ont été financés en 2018: la Commission technique a analysé et approuvé un rapport annuel de plan d'action et 41 nouveaux projets. Au total, 158 projets financés en 2018 ou lors d'exercices précédents ont été suivis en 2018. S'agissant des projets d'information destinés au public genevois et analysés par la Commission d'information, sept grands

projets d'information (GPI) et sept petits projets d'information (PPI) ont été soutenus en 2018.

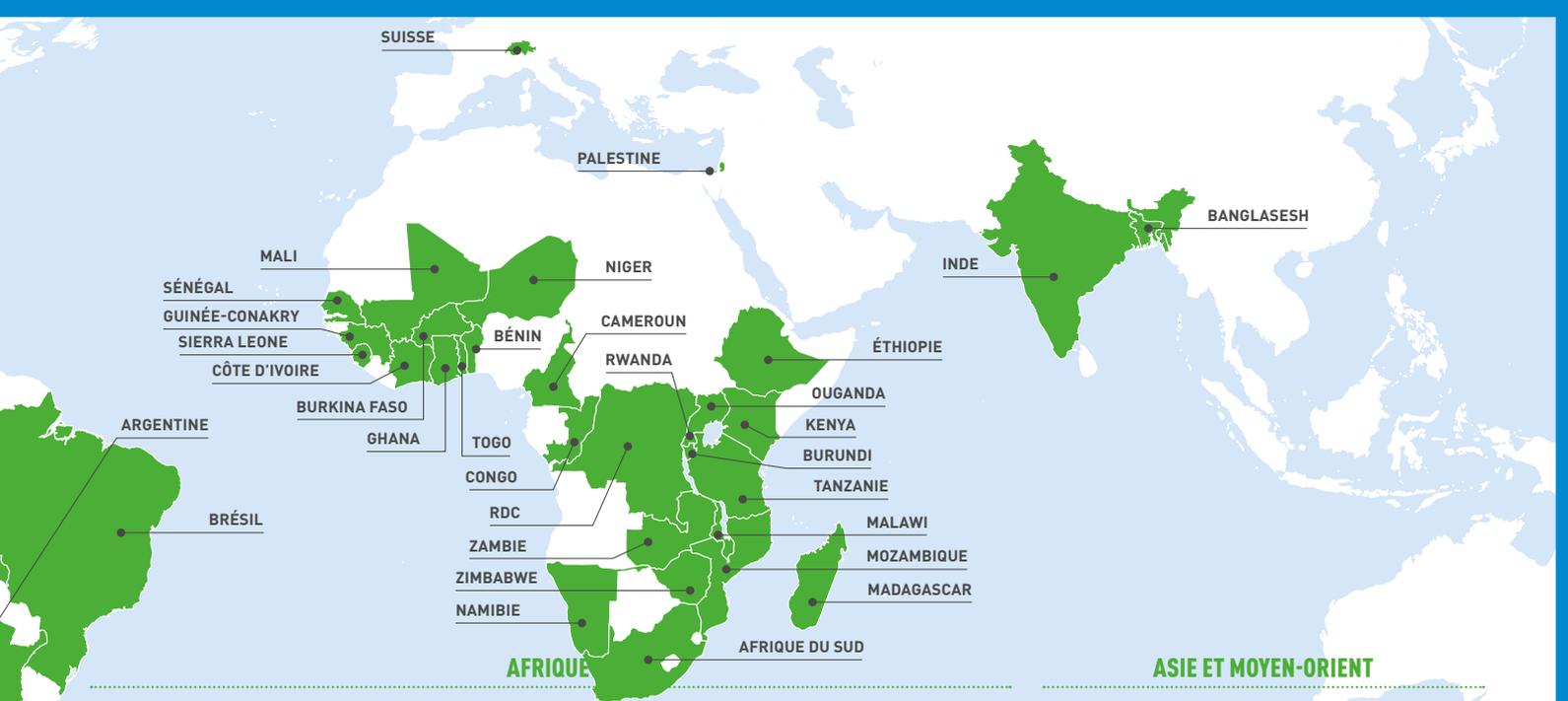
En 2018, le programme de partage des savoirs a traité un projet « études et bilans », qui a été accepté. Au total, sept projets étaient en activité: quatre projets d'« études et bilans » et trois projets d'« échanges et apprentissage ».

Les pages qui suivent listent l'ensemble des projets financés en 2018 et montrent leur répartition géographique, par continent et par pays. L'Afrique est le continent qui suscite le plus important engagement financier: le Sénégal, le Burkina Faso suivis du Togo, du Burundi et de la RDC sont les cinq pays dans lesquels les fonds sont majoritairement investis. En Amérique latine, la Colombie et le Pérou sont les principaux pays bénéficiaires.



AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD

COLOMBIE	13 P 1 PA	CHF 1 114 582	10.57%	<div style="width: 10.57%;"></div>
PÉROU	5 P 2 PA	CHF 783 831	7.43%	<div style="width: 7.43%;"></div>
BOLIVIE	5 P 1 PA	CHF 446 126	4.23%	<div style="width: 4.23%;"></div>
NICARAGUA	7 P -	CHF 302 354	2.87%	<div style="width: 2.87%;"></div>
BRÉSIL	3 P -	CHF 269 429	2.55%	<div style="width: 2.55%;"></div>
GUATEMALA	3 P -	CHF 228 599	2.17%	<div style="width: 2.17%;"></div>
HAÏTI	4 P 1 PA	CHF 217 547	2.06%	<div style="width: 2.06%;"></div>
ÉQUATEUR	2 P -	CHF 194 605	1.85%	<div style="width: 1.85%;"></div>
MEXIQUE	1 P -	CHF 160 247	1.52%	<div style="width: 1.52%;"></div>
ARGENTINE	2 P -	CHF 141 590	1.34%	<div style="width: 1.34%;"></div>



AFRIQUE

SÉNÉGAL	10 P 1 PA	CHF 868 612	8.24%	<div style="width: 8.24%;"></div>
BURKINA FASO	7 P 1 PA	CHF 744 616	7.06%	<div style="width: 7.06%;"></div>
TOGO	8 P -	CHF 571 589	5.42%	<div style="width: 5.42%;"></div>
BURUNDI	7 P -	CHF 556 843	5.28%	<div style="width: 5.28%;"></div>
RDC	1 P 1 PA	CHF 477 956	4.53%	<div style="width: 4.53%;"></div>
OUGANDA	5 P -	CHF 432 708	4.10%	<div style="width: 4.10%;"></div>
MALI	4 P 1 PA	CHF 406 646	3.86%	<div style="width: 3.86%;"></div>
TANZANIE	2 P -	CHF 306 054	2.90%	<div style="width: 2.90%;"></div>
RWANDA	2 P 1 PA	CHF 293 718	2.78%	<div style="width: 2.78%;"></div>
CONGO	2 P -	CHF 275 720	2.61%	<div style="width: 2.61%;"></div>

NIGER	3 P -	CHF 221 054	2.10%	<div style="width: 2.10%;"></div>
MADAGASCAR	4 P -	CHF 204 712	1.94%	<div style="width: 1.94%;"></div>
BÉNIN	3 P -	CHF 140 581	1.33%	<div style="width: 1.33%;"></div>
GUINÉE-CONAKRY	2 P -	CHF 139 000	1.32%	<div style="width: 1.32%;"></div>
CAMEROUN	1 P 1 PA	CHF 114 428	1.08%	<div style="width: 1.08%;"></div>
11 PAYS D'AFRIQUE ³	1 P -	CHF 110 400	1.05%	<div style="width: 1.05%;"></div>
MOZAMBIQUE	1 P -	CHF 100 000	0.95%	<div style="width: 0.95%;"></div>
ÉTHIOPIE	1 P -	CHF 32 500	0.31%	<div style="width: 0.31%;"></div>
CÔTE D'IVOIRE	1 P 1 PA	CHF 15 000	0.14%	<div style="width: 0.14%;"></div>

ASIE ET MOYEN-ORIENT

BANGLADESH	1 P -	CHF 191 469	1.82%	<div style="width: 1.82%;"></div>
PALESTINE	1 P -	CHF 109 520	1.04%	<div style="width: 1.04%;"></div>
INDE	0 P 1 PA	CHF 57 253	0.54%	<div style="width: 0.54%;"></div>

EUROPE

SUISSE ⁴	14 P -	CHF 318 187	3.02%	<div style="width: 3.02%;"></div>
---------------------	--------	-------------	-------	-----------------------------------

TOTAUX	126 P	CHF 10 547 477
---------------	--------------	-----------------------

Notes : 1 P : Projet / 2 PA : Plans d'action (pays couverts par les PA de SeCoDev et Terre des Hommes) / 3 Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Malawi, Namibie, Ouganda, Sierra Leone, Sénégal, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe / 4 Projets d'information

AFRIQUE

	CHF	CÔTE D'IVOIRE	15 000
11 PAYS D'AFRIQUE*	110 400	• Une plateforme syndicale pour l'économie informelle SIT	15 000
• Promotion et renforcement de l'habitat coopératif URBA	110 400	ÉTHIOPIE	32 500
BÉNIN	140 581	• Renforcement des capacités des institutions locales HELV	32 500
• Accès à l'emploi pour les jeunes et les femmes GETM	20 000	GUINÉE-CONAKRY	139 000
• Amélioration de l'administration du collège Champagnat ASED	15 061	• Formation de jeunes défavorisés SIT	45 000
• Activités génératrices de revenus pour les femmes et les artisans GETM	105 520	• Accompagnement aux groupements de femmes passant du secteur informel au secteur formel SIT	94 000
BURKINA FASO	744 616	MADAGASCAR	204 712
• Gestion de déchets en villes secondaires CEAS	6 944	• Gestion communautaire du parc national Mikea ADAP	33 602
• Amélioration de la qualité de l'éducation pour les jeunes EDM	197 930	• Formation agroforestière de jeunes ASED	15 560
• Développement rural par l'agroécologie BAOB	196 000	• Amélioration de la scolarité et de l'éducation en milieu rural ACCE	61 780
• Appui aux entreprises d'économie solidaire IRED	125 000	• Production d'hydroélectricité en milieu rural CEAS	93 770
• Culture du moringa pour prévenir la malnutrition CEAS	120 000	MALI	406 646
• Renforcement institutionnel pour améliorer la recherche en agroécologie ECHA	15 000	• Formation professionnelle de jeunes à Ségou TOUR	66 400
• Amélioration de la qualité de l'éducation EDM	40 000	• Apprentissage en chaudronnerie ACCE	8 567
• Plan d'action 2017-2020 TDH	43 742	• Formation dans les métiers agro-sylvo-pastoraux et artisanaux ACCE	129 076
BURUNDI	556 843	• Amélioration de la production agricole pour la sécurité alimentaire ASVD	99 813
• Renforcement des capacités et opportunités d'emploi pour les jeunes IRED	37 640	• Plan d'action 2016-2019 SECODEV	102 790
• Appui aux caféiculteur-trice-s au Nord du Burundi ESFA	48 404	MOZAMBIQUE	100 000
• Promotion de la souveraineté alimentaire à travers l'agroécologie ESFA	68 441	• Renforcement de la gouvernance communale SOLIDAR	100 000
• Promotion de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire ESFA	139 920	NIGER	221 054
• Renforcement de l'autonomie financière de coopératives RAFA	105 193	• Amélioration des compétences communautaires en gestion et sécurité alimentaire SWGE	18 341
• Création du réseau de fermes agroécologiques aux Grands-Lacs ESFA	111 795	• Appui à la société civile dans le secteur des industries extractives SWGE	100 400
• Renforcement des capacités et opportunités d'emploi pour les jeunes IRED	45 450	• Sécurité alimentaire maraîchère dans le Dallol Bosso SWGE	102 313
CAMEROUN	114 428	UGANDA	432 708
• Mise en place d'une coopérative cacaoyère et agroforestière IRED	11 351	• Réhabilitation d'enfants séropositifs ou malnutris OMOA	134 175
• Plan d'action 2016-2019 SECODEV	103 077	• Prévention et réponse aux violences sexistes à Nwoya OMOA	73 048
CONGO	275 720	• Sécurité alimentaire pour la résilience à la sécheresse ESFA	119 400
• Production alimentaire durable ESFA	169 220		
• Promotion du théâtre en milieu scolaire ASSO	106 500		

* Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Malawi, Namibie, Ouganda, Sierra Leone, Sénégal, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

LES PROJETS SOUTENUS PAR PAYS

- Appui au renforcement du droit des femmes **EIRE** 39 737
- Amélioration de la santé mentale d'anciens enfants soldats **OMOA** 66 348

RDC	477 956
• Renforcement aux coopératives de café ESFA 126 262	
• Plan d'action 2016-2019 SECODEV 351 694	

RWANDA	293 718
• Augmenter la sécurité alimentaire des coopératives ESFA 108 630	
• Promouvoir l'harmonie familiale rurale et communautaire EIRE 44 283	
• Plan d'action 2016-2019 SECODEV 140 805	

SÉNÉGAL	868 612
• Consolidation des caisses d'épargne et de crédit JACO 21 610	
• Formation à l'hôtellerie de jeunes défavorisés TOUR 98 951	
• Lutte contre le VIH-Sida dans le bassin du fleuve Sénégal JACO 91 962	
• Gestion communautaire rurale des déchets à N'Dande CEAS 33 400	
• Formation francophone e-learning genre et développement EFI 100 000	
• Insertion et réinsertion scolaire d'orphelins atteints du VIH ACCE 90 764	
• Amélioration de l'habitat de populations marginalisées URBA 186 500	
• Programme contre les violences faites aux femmes et aux filles SIT 38 000	
• Formation de spécialistes en énergie solaire ACCE 103 792	
• Éducation et formation pour l'insertion socio-économique ACCE 39 639	
• Plan d'action 2017-2020 TDH 63 994	

TANZANIE	306 054
• Gestion communautaire apicole en zone de réserve ADAP 139 000	
• Gestion communautaire des forêts en Tanzanie ADAP 167 054	

TOGO	571 589
• Renforcement socio-économique dans la région des Savannes GETM 11 000	
• Amélioration de la production agricole durable GETM 22 917	
• Consolidation de la culture fruitière traditionnelle pour le marché local GETM 18 520	
• Développement économique local GETM 177 514	
• Éducation et prise en charge psychosociale des enfants séropositifs ACCE 97 496	
• Soutien des agriculteur-trice-s et des éleveur-euse-s pour la promotion d'une économie rurale durable GETM 69 400	

- Éducation et protection sociale des filles travaillant dans le secteur informel **ACCE** 54 742
- Éducation et protection des filles dans le secteur informel **GETM** 120 000

AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD

CHF

ARGENTINE	141 590
• Renforcement communautaire pour la récupération territoriale MCI 73 190	
• Renforcement des communautés mapuche MCI 134 400	

BOLIVIE	446 126
• Prévention des violences et des abus sexuels chez les jeunes IDH 46 150	
• Sécurité alimentaire et adaptation au changement climatique HELV 105 700	
• Formation à la citoyenneté et aux droits humains SOLIDAR 188 452	
• Amélioration de la santé sexuelle et affective des adolescent-e-s au moyen des NTIC IDH 30 000	
• Plan d'action 2017-2020 TDH 64 205	
• Développement de coopératives d'habitation par mutualisation URBA 11 619	

BRÉSIL	269 429
• Formation des multiplicateur-trice-s interculturel-le-s yanomami MCI 169 804	
• Promotion de la souveraineté alimentaire Sud-Sud ECHA 20 000	
• Agroécologie et féminisme EFI 79 625	

COLOMBIE	1 114 582
• Gestion communautaire de l'eau potable GETM 18 750	
• Dynamisation de l'économie rurale par les femmes GETM 21 031	
• Promotion de la souveraineté alimentaire par les femmes EFI 86 214	
• Gestion communautaire des aqueducs en périphérie urbaine GETM 18 571	
• Plan d'action 2017-2020 TDH 76 184	
• Formation socio-culturelle de jeunes ACCE 72 294	
• Renforcement de la ferme pour la sécurité alimentaire MPF 0*	
• Renforcement des connaissances et aptitudes des enfants par l'art AIDE 179 400	
• Renforcement des réseaux d'organisations sociales pour la paix (RedConcerto) IHEID 188 506	
• Foyers Bambi: soutien socio-économique aux parents AIDE 135 000	

* Projet retiré dont le financement a été remboursé

LES PROJETS SOUTENUS PAR PAYS

- Éducation bilingue et interculturelle des communautés embera et senú **MCI**... 110 000
- Consolidation de la gestion communautaire de l'eau **GETM** 99 775
- Femmes pour la construction de territoires pacifiques **GETM** 48 857
- Renforcement de la gestion communautaire et environnementale de l'eau **GETM** 60 000

ÉQUATEUR	194 605
• Renforcement de l'identité kichwa par la radio et la TV TRAD	148 206
• Amélioration de la santé de la population affectée par les opérations pétrolières CSS	46 399

GUATEMALA	228 599
• Formation des sages-femmes traditionnelles CSS	27 552
• Développement économique rural et territorial HELV	116 635
• Formation de promoteur-trice-s en santé CSS	84 412

HAÏTI	217 547
• Formation en psychologie infantile et adolescente EIRE	22 225
• Enseignement adapté à la psychologie de l'enfant et de l'adolescent-e EIRE	31 600
• Jeunes et participation citoyenne EIRE	35 000
• Amélioration de la santé maternelle et néonatale EDM	30 000
• Plan d'action 2017-2020 TDH	98 722

MEXIQUE	160 247
• Formation et promotion de la permaculture dans le Chiapas MADR	160 247

NICARAGUA	302 354
• Appui au développement de coopératives d'habitation URBA	5 625
• Prévention de la violence de genre et accès à la justice à Mulukuku EFI	20 071
• Développement de capacités organisationnelles et agroécologiques ASN	37 058
• Revitalisation culturelle par la TV TRAD	17 800
• Formation d'infirmières pour lutter contre la mortalité maternelle CSS	127 800
• Appui au développement de coopératives d'habitation URBA	44 000
• Prévention et lutte contre les violences de genre EFI	50 000

PÉROU	783 831
• Protection des adolescentes en travail domestique GETM	61 241
• Amélioration de la formation des adolescent-e-s en milieu rural KALL	11 800
• Soutien au programme de surveillance environnementale MCI	86 000
• Femmes actrices de l'amélioration des conditions de vie des familles	

- rurales hautes andines **GETM** 138 219
 - Promotion des droits des adolescentes en situation de travail domestique **GETM**..... 45 000
 - Plan d'action 2016-2019 **SECODEV**
- | | |
|--|---------|
| • Plan d'action 2016-2019 SECODEV | 370 671 |
| • Plan d'action 2017-2020 TDH | 70 899 |

ASIE ET MOYEN-ORIENT

CHF

BANGLADESH	191 469
• Formation en santé maternelle et néonatale EDM	191 469

INDE	57 253
• Plan d'action 2017-2020 TDH	57 253

PALESTINE	109 520
• Amélioration psychosociale par le théâtre des jeunes ex-détenus CSS	109 520

EUROPE

CHF

SUISSE	318 187
---------------	----------------

- Publication : « La Déclaration des droits des paysan-ne-s : genèse et perspectives » **CETI**.....
- Sensibilisation sur l'impact des pesticides dangereux **DB**.....
- Fiche pédagogique sur le Pérou : droits de l'enfant en zone minière **TDH**.....
- Table ronde : politiques agricoles en Afrique **IRED**.....
- Campagne d'information : « En grains, sinon rien ! » **MAGM**.....
- Exposition : Regards croisés Nord-Sud sur la souveraineté alimentaire **UNIT**.....
- Pages Solidarité du Courrier 2018 **CETI**.....
- Conférence : « L'abeille fait son buzz » **ADAP**
- Festival Filmar en Amérique latina **CTM**
- Cinéma Sud 2018 **HELV**.....
- Droit au logement au Nicaragua et rôle du volontariat **EIRE**.....
- Les mouvements sociaux et indigènes s'organisent au Brésil **ECHA**.....
- Sensibilisation dans les classes par un jeu de rôle sur la coopération **CEAS**.....
- « Nazali Lokola Yo, Je suis comme toi » par le Théâtre des Intrigants **ASSO** ...

TOTAL DES SOUTIENS VERSÉS

10 547 477 CHF

Un nouvel accord-cadre en 2018

Les collectivités publiques genevoises et la Direction du développement et de la coopération (DDC) assurent les fonds dont dispose la Fédération pour mener à bien ses propres activités et financer les projets de ses membres. Sans elles, l'action de la FGC ne serait pas possible. Qu'elles en soient ici chaleureusement remerciées. Via la DDC, la Confédération a soutenu les projets des associations membres de la FGC à hauteur de 3,056 millions de francs, soit 29% des contributions reçues pour les projets. L'accord cadre-DDC a été renouvelé pour la période 2019-2020 avec un maintien de la subvention actuelle. Pour le Canton de Genève, la contribution s'est élevée à 2,257 millions de francs, soit 22% des fonds alloués à la Fédération. La FGC a également pu compter en 2018 sur l'appui de 18 communes genevoises. La Ville de Genève a apporté 2,16 millions de francs, soit

21% des fonds reçus par la FGC. Les 17 autres communes partenaires ont soutenu la FGC à hauteur de 2,71 millions, représentant 26% des contributions. Ces communes sont Bernex, Carouge, Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Choulex, Confignon, Grand-Saconnex, Lancy, Meyrin, Onex, Plan-les-Quates, Pregny-Chambésy, Satigny, Vernier, Versoix et Veyrier. 2018 a aussi vu l'entrée en vigueur d'un accord-cadre avec la commune de Pregny-Chambésy.

La Conférence annuelle de la FGC réunissant ses partenaires institutionnels s'est tenue à la Pastorale le 21 juin, elle a notamment donné lieu à un temps d'échange et à un dialogue intercommunal autour du commerce équitable, engagement complémentaire à celui de la coopération, à l'exemple de la distinction « Fair Trade Town », reçue par Carouge.

PARTENAIRES AVEC ACCORD-CADRE



COMMUNES PARTENAIRES SANS ACCORD-CADRE EN 2018



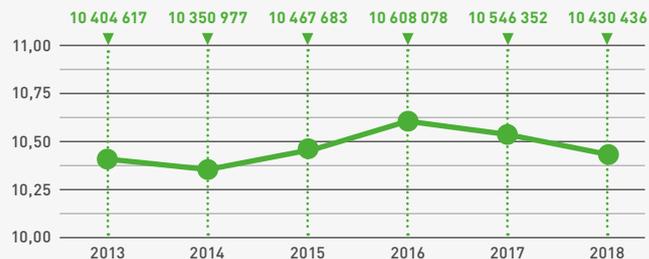
Contributions reçues pour les projets et plans d'action entre 2013 et 2018 (en CHF)

L'ensemble des contributions reçues en 2018 s'élève à 10,4 millions de francs suisses. Ces montants financent essentiellement les projets de développement, ils comprennent aussi les contributions pour l'information, les fonds « études et bilan », le partage des savoirs et les remboursements de solde inutilisés par les associations membres. Les baisses des contributions depuis 2016 s'expliquent principalement par la baisse de la contribution de la Ville de Genève en 2017 (la coupe budgétaire décidée par le Conseil municipal en 2017 ayant été refusée en votation populaire le 4 mars 2018, les montants seront à nouveau versés pour 2019), et par une baisse dans les contributions d'autres communes genevoises en 2018.

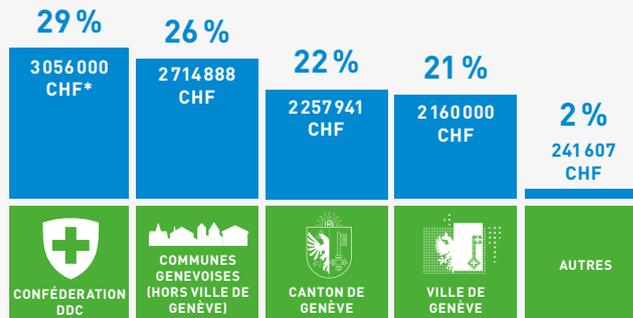
Fonctionnement

Les frais de fonctionnement représentent 8.1 % des dépenses de la FGC en 2018. Ce précieux soutien permet de garantir le suivi et la qualité des projets soutenus, et d'assurer l'accompagnement et la formation des associations membres. La FGC remercie tout particulièrement les partenaires financiers qui ont contribué à son fonctionnement : la DDC, le Canton et la Ville de Genève, et les communes de Bernex, Carouge, Chêne-Bougeries, Lancy, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Vernier et Versoix.

Contributions pour les projets et plans d'action, en millions de CHF, 2013-2018



Répartition des contributions reçues pour les projets et plans d'action, en 2018



Total des contributions : 10 430 436 CHF

* Inklus l'avance versée en 2017

Bilan au 31.12.2018 (en CHF)

ACTIFS	2018	2017	PASSIFS	2018	2017
ACTIFS CIRCULANTS	967 885	3 006 723	ENGAGEMENTS À COURT TERME	31 835	184 887
Liquidités	827 122	2 892 579	Créanciers divers et passifs transitoires.....	31 835	184 887
Postfinance.....	825 046	646 482	FONDS AFFECTÉS	614 663	2 540 580
Banque CLER.....	1 399	13 459	Fonds DDC affectés aux projets.....	0	2 085 457
Banque CLER - Compte DDC.....	14	2 232 457	Fonds DDC affectés au Partage des savoirs.....	39 731	1 270
Caisse.....	663	180	Fonds DDC affectés aux Études et bilans.....	55 720	5 720
Créances à court terme	120 377	95 238	Fonds Canton de Genève affectés aux projets.....	9 148	7 941
Débiteurs divers.....	15 297	2 688	Fonds Ville de Genève affectés aux projets.....	0	0
Participation financière à recevoir.....	105 080	92 550	Fonds Communes genevoises affectés aux projets.....	193 806	127 150
Comptes de régularisation d'actifs	20 386	18 906	Fonds projets à réaffecter.....	150 591	141 060
Actifs transitoires.....	20 386	2 906	Fonds pour l'information.....	165 668	171 982
Contribution à recevoir.....	0	16 000	CAPITAL LIBRE	329 149	289 015
ACTIFS IMMOBILISÉS	7 763	7 760	Capital en début d'exercice.....	289 015	255 436
Parts sociales.....	500	500	Bénéfice de l'exercice.....	49 282	41 520
Garanties de loyer.....	7 263	7 260	75 % de la part du Canton de Genève sur bénéfice		
Immobilisation et mobilier.....	0	0	à affecter aux projets.....	-9 148	-7 941
TOTAL ACTIFS	975 648	3 014 482	TOTAL PASSIFS	975 648	3 014 482

Compte d'exploitation 2018 (en CHF)

PRODUITS	2018	2017	2018	2017
PRODUITS AFFECTÉS			PRODUITS NON AFFECTÉS	
Fonds projets de développement et projets d'information	8 524 724	11 217 519	Contributions du secteur public au fonctionnement :	
DDC*	1 485 500	4 156 500	DDC	848 330
Canton de Genève	2 236 639	2 229 521	Canton de Genève	294 000
Ville de Genève	2 124 000	1 984 922	Ville de Genève	250 000
Communes genevoises (hors Ville de Genève)	2 678 585	2 846 576	Communes genevoises (hors Ville de Genève)	224 285
Fonds information	148 725	182 784	Total autres recettes	161 499
DDC*	17 500	52 500	Cotisations membres.....	122 480
Canton de Genève	13 361	28 755	Autres recettes diverses (dont indemnités remboursées).....	39 019
Ville de Genève.....	36 000	33 643	TOTAL DES PRODUITS NON AFFECTÉS	1 009 829
Communes genevoises (hors Ville de Genève)	36 303	37 469		980 502
Loterie Romande	40 000	0		
Recettes diverses.....	5 561	30 417		
Fonds partage des savoirs	100 000	300 040	TOTAL PRODUITS	10 004 324
DDC*	100 000	300 040		13 054 854
Fonds Études et Bilans	25 000	75 000		
DDC*	25 000	75 000		
Fonds rendus par les associations membres à réaffecter	196 046	299 009		
TOTAL DES PRODUITS AFFECTÉS	8 994 495	12 074 352		

* Le montant de la contribution DDC en 2018 est diminué dans les produits, car une avance a été effectuée en 2017 sur la subvention 2018. La subvention annuelle de la DDC est de 3,35 millions de CHF et intègre les montants des fonds Partage des savoirs et Études et bilans (250'000 CHF) et la contribution DDC au fonctionnement (147'000 CHF).

Compte d'exploitation 2018 (en CHF)

DÉPENSES	2018	2017	2018	2017
PROJETS	-10 882 708	-10 385 222	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-1 838 622 1 730 857
Projets de développement et d'information.....	-10 547 477	-9 975 618	Résultat financier	-309 -207
Fonds pour l'information	-173 691	-165 284	Résultat hors exploitation.....	0 0
Fonds Partage des savoirs	-161 540	-200 040	Résultat exceptionnel	0 0
Fonds Études et Bilans.....	0	-44 280	RÉSULTAT AVANT VARIATION DES FONDS	-1 838 931 1 730 650
FONCTIONNEMENT	-960 237	-938 775	- Attributions aux fonds	-8 994 495 -12 074 352
Frais de personnel.....	-789 936	-796 914	+ Utilisations des fonds.....	10 882 708 10 385 222
Loyer et frais généraux.....	-52 081	-51 294	RÉSULTAT ANNUEL	49 282 41 520
Matériel, mobilier, équipement	-16 836	-3 259	75% de part du Canton de Genève	
Frais administratifs et informatiques.....	-38 141	-33 679	sur bénéficiaire à affecter aux projets.....	-9 148 -7 941
Frais fonctionnement des commissions	-32 416	-25 042		
Contrôles financiers	-14 854	-10 988		
Mission /formation continue Secrétariat.....	-7 210	-8 653		
Contributions aux réseaux.....	-8 763	-6 802		
Formations des associations membres	0	-1 500		
Pertes sur débiteurs.....	0	-646		
TOTAL DÉPENSES	-11 842 945	-11 323 997	RÉSULTAT NET	40 134 33 579

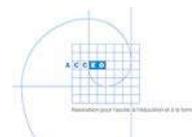
Une nouvelle association entre à la FGC

La FGC rassemble 57 associations membres dans le domaine de la coopération au développement, de l'information et de la capitalisation d'expérience. En 2018, la Fédération a enregistré deux démissions : l'association Équiterre qui s'est dissoute en mars 2018 et l'Association Cap-Vert qui a souhaité se retirer. Medes Sapcom s'était, elle, dissoute au 31 janvier 2017, et n'a de ce fait plus fait partie de la FGC en 2018.

Trois demandes d'adhésion avaient été déposées durant la période du 1^{er} janvier au 15 septembre 2017. Le processus d'adhésion a abouti pour l'association Glocal, accueillie au sein de la Fédération lors de l'Assemblée générale de juin 2018.

Chaque année, les demandes d'adhésion sont accueillies jusqu'au 15 septembre, puis examinées à l'aune des exigences statutaires de la FGC.

A



AccEd, Association pour l'accès à l'Éducation et à la Formation

ACCE www.acced.ch



Actares, Actionnariat pour une économie durable

ACTA www.actares.ch



Action de soutien à l'enfance démunie

ASED www.asedswiss.org

ASACH

Aide suisse à l'action communautaire en Haïti

ASAC fgc.federeso.ch/associations



Assafi, Association d'appui aux femmes Ituriennes – RD Congo

ASSA www.assafi.org



Association Amis suisses Villages Dogons

ASVD www.asvdogons.org

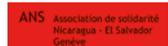
C



Association CEAS – Genève
 CEAS www.ceas-ge.ch



Association Protierredentro
 PRTI protierredentro.net/suisse



Association de solidarité
 Nicaragua – El Salvador
 ANS fgc.federeso.ch/associations



Association Suisse-Cameroun
 ASC fgc.federeso.ch/associations



Association Kallpa
 – Genève
 KALL www.kallpa.ch



Assotic, Association
 de Soutien au Théâtre
 des Intrigants – Congo
 ASSO fgc.federeso.ch/associations

KOMBIT

Association Kombit
 KOMB fgc.federeso.ch/associations



ATD Quart-Monde
 ATDQ www.atdvwm.ch



Association La Florida –
 Pérou
 FLOR fgc.federeso.ch/associations



Centrale Sanitaire Suisse
 Romande
 CSS www.css-romande.ch



Association pour le
 développement
 des aires protégées
 ADAP www.adap.ch



Centre Europe TiersMonde
 CETI www.cetim.ch

E

FILMAR
 en América Latina

Cinémas des trois mondes
 CTM www.filmaramlat.ch



Commission tiers-monde
 de l'Église catholique
 COTC www.cotmec.ch



E-CHANGER – Genève
 ECHA www.e-changer.ch



Éducation et Futur – Bolivie
 EDFU www.educacionyfuturo.com



Eirene
 EIRE www.eirenesuisse.ch



Enfants du Monde
 EDM www.edm.ch



Espace Femmes
International
EFI fgc.federeso.ch/associations



Espoir pour ceux qui ont
faim – FH Suisse
ESFA www.fhsuisse.org



Fondation Aide aux enfants
– Foyers Bambi
AIDE www.fondation-bambi.org



Fondation le Balafon
BALA www.lebalafon.ch



Frères de nos Frères
PDF www.fdnf.org



Genève Tiers-Monde
GETM www.getm.ch



Glocal
GLOC www.association-glocal.ch



Graine de Baobab – Burkina
BAOB www.grainedebaobab.org



Groupe de réalisations et
d'accompagnement pour
le développement · Grad-s
GRAD www.grad-s.net



Helvetas Swiss
Intercooperation,
section de Genève
HELX www.helvetas.ch



Humanitel
HUMA fgc.federeso.ch/associations



IDH Suisse, Institut pour
le développement humain
IDH www.idhsuisse.ch



Institut de hautes études
internationales
et du développement
IHEID www.graduateinstitute.ch



Innovations et réseaux
pour le développement
IRED www.ired.org



Les Jardins de Cocagne,
Solidarité Nord et Sud
JACO www.cocagne.ch



Madre Tierra Suisse
MADR www.madretierra.ch



Magasins du Monde – Genève
MAG www.mdm.ch



Mouvement Populaire
des Familles – Genève
MPF www.mpf-ch.org



Mouvement pour la
Coopération Internationale
MCI www.mci.fgc.ch



Omoana Genève
OMO www.omoana.org



Public Eye
DB www.publiceye.ch/fr/



Recherches et applications
de financements alternatifs
au développement
RAFA www.rafad.org



SeCoDév (CARI)
SECODEV www.secodev.ch



Société religieuse des Amis
en Suisse, Quakers – Genève
QUAK www.swiss-quakers.ch



Solidar Suisse Genève
SOLIDAR www.solidar.ch



Swissaid Genève
SWG www.swissaid.ch/fr/Geneva



Syndicat interprofessionnel
de travailleuses
et travailleurs – SIT
SIT www.sit-syndicat.ch



Terre des Hommes Suisse
TDH www.terredeshommessuisse.ch



Tourism for Help
TOUR www.tourismforhelp.com



Traditions pour Demain
TRAD www.tradi.info



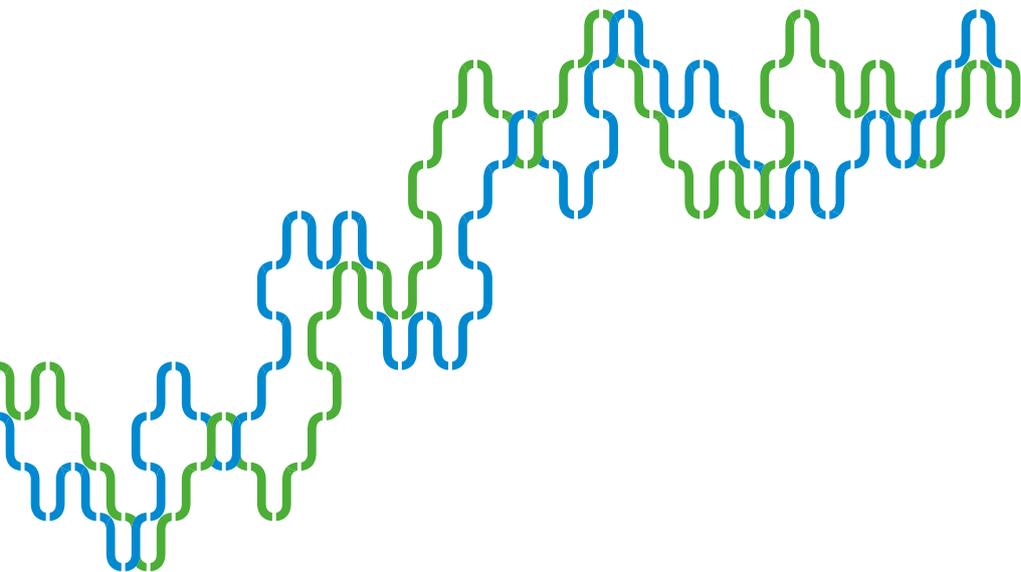
Uniterre, Commission
Internationale
UNIT www.uniterre.ch



urbaMonde
URBA www.urbamonde.org



Utopie Nord-Sud
UNS www.utopie-nord-sud.ch



IMPRESSUM

FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Rapport annuel 2018

ÉDITEURS

Catherine Schümpertli Younossian (secrétaire générale)

René Longet (président)

RÉDACTRICE RESPONSABLE

Catherine Dubouloz Chantre (chargée de communication)

GRAPHISME

Sophie Marteau

IMPRESSION

ATAR Roto Presse SA Genève

Imprimé à 1000 exemplaires sur du papier certifié FSC.

Genève, avril 2019

CONTACT

📍 Fédération genevoise de coopération (FGC)
rue Amat 6, 1202 Genève

☎ tél. +41 22 908 02 80

✉ e-mail: fgc@fgc.ch

🌐 www.fgc.ch

📘 facebook: www.facebook.com/fgcgeneve